

Espionnage bancaire US: Privacy International appelle au boycott

La CIA et le Trésor américain ont reconnu, par la voix du le secrétaire américain au Trésor John Snow, l'existence d'un programme d'espionnage visant les transactions bancaires internationales.

L'affaire a été révélée par le *New York Times*, la CIA s'appuyant sur la coopérative bancaire européenne Swift (*Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*), basée en Belgique, intermédiaire pour la plupart des transactions financières mondiales, qui gère les informations sur les transferts entre plus 7.800 organismes financiers, et surveille environ 11 millions de transactions par jour, effectuées entre banques et institutions financières du monde entier. Une base de données des transactions bancaire internationales a ainsi été constituée depuis 5 ans, relevant les noms, numéros de compte et autres informations des clients des banques. Le président George Bush en personne est monté au créneau? pour condamner le *New York Times* et la presse en général pour avoir révélé l'affaire. « (Il sera) *plus difficile de gagner la guerre contre le terrorisme* », s'est-il contenté d'affirmer pour toute défense. Et pourtant, ce transfert d'informations au profit de l'administration américaine s'effectue cette fois encore sans aucune base légale ni autorité, une pratique qui tendrait à se généraliser dans l'administration Bush, après l'affaire sur l'enregistrement et l'espionnage illégal des conversations téléphoniques (cf. le dispositif espion américano-britannique Echelon), la surveillance des e-mails... **Privacy International**, une organisation de défense des droits civils basée à Londres, a réagi à cette pratique, et à engagé des poursuites dans 17 pays, en Europe, en Australie, au Canada, à Hong Kong et en Nouvelle-Zélande. L'organisation demande aux autorités de ces pays d' *»intervenir pour demander la suspension immédiate du programme de divulgation en attendant une enquête judiciaire.* » Une première réaction est venue de l'Union Européenne, qui a renvoyé aux Etats membres et à leurs autorités respectives la responsabilité d'évaluer la légalité de la divulgation de telles informations bancaires. L'administration Bush pourra-t-elle continuer à espionner les transactions bancaires internationales sans être vraiment inquiétée par ses partenaires et alliés?